



Déclaration de la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT Au comité stratégique de filière automobile du 6 novembre 2020

Depuis plusieurs années maintenant, la filière automobile par des stratégies industrielles qui tournent le dos à la réponse aux besoins de la population, amoindri les capacités de production et de recherche, pressure l'emploi et sa qualité, dans le but final de dégager toujours plus de profits pour les actionnaires et les grands patrons.

Les baisses de volumes de vente de véhicules neufs constatées depuis août 2020 et confirmées sur octobre n'ont surtout pas pour seule conséquence directe la crise de la Covid. Cette « crise » des volumes a commencé dès la fin 2019.

Depuis des années, des remèdes sont proposés par les pouvoirs publics, charte automobile, engagement développement et compétences (EDEC), etc... ou encore le dernier plan de soutien de quelques huit milliards d'euros à la filière automobile annoncé par Mr Macron le 26 mai dernier.

La FTM constate que la filière se trouve malgré tout toujours plus fragilisée, en attestent tous les PSE et délocalisations depuis l'annonce du dernier plan de relance.

Ces aides publiques allouées à la relance du secteur sont détournées par les Constructeurs, pour assurer, soit des dividendes plus importants aux actionnaires ou pour la spéculation qui participe à la financiarisation au détriment de l'industrie. Pour la FTM, leur but premier devrait être de rendre plus accessible les véhicules en terme de prix et de pérenniser la filière sur l'hexagone.

Nous doutons donc fortement de l'efficacité d'un soutien basé uniquement sur des aides publiques au profit des entreprises et ce sans contrôle ni réelle contrepartie, tout comme nous condamnons la politique des constructeurs qui poussent dans la recherche de rentabilité immédiate et n'ont aucun scrupule à réduire leurs effectifs ou à contraindre les sous-traitants à délocaliser par exemple.

D'ailleurs dans la filière fonderie, l'étude Roland Berger illustre pleinement la stratégie mise en œuvre, avec la restructuration, des fermetures de sites et de suppressions d'emplois en perspective dans toute la filière et parfois des conséquences dramatiques dans des bassins d'emplois comme celle de Saint Claude dans le Jura. La société MBF Aluminium est en redressement judiciaire depuis le mercredi 4 novembre avec 300 salariés, dont le rapport Berger préconise la réduction de 50% de son effectif, ce qui se traduirait par une suppression de 150 emplois.

La Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT dénonce le décalage entre les mesures mises en place récemment pour la filière automobile et l'objectif recherché, celui d'assurer sa pérennité.

Il est urgent d'avoir une réflexion beaucoup plus approfondie avec l'objectif d'une stratégie planifiée sur le long terme. **La FTM-CGT considère** qu'il est capital d'avoir une stratégie industrielle qui doit répondre aux enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux (le projet de la voiture populaire de RENAULT prend donc tout son sens). Il est nécessaire de replacer l'automobile dans une véritable politique de la mobilité en répondant aux besoins de la

population. Donner une place à ce produit dans l'organisation des transports publics, partagés et individuels, que ce soit pour les ménages et professionnels urbains, comme ruraux.

Pour la FTM-CGT qui soutient le projet de loi des GM&S, il ne faut pas laisser les donneurs d'ordres décider seuls de l'avenir de la filière automobile, alors même que ce sont eux qui sont à l'origine de la situation actuelle. **La FTM-CGT a demandé** à Mr Le Maire, l'organisation d'un débat national pour une véritable filière automobile répondant aux besoins de la population.

- **Travailler à une stratégie pour la production de segment B** dans l'hexagone. L'urgence serait de travailler à un rééquilibrage des volumes et ainsi gommer des non-sens, comme par exemple pour la Clio et la 208, les 2 modèles de voitures les plus vendues en France alors que pas une seule n'est produite ici. Idem pour les 208 électriques.
Si Toyota y parvient avec succès, pourquoi pas Renault et PSA ?
- **Ne pas opposer les différentes technologies :**
Le tout électrique tout de suite n'est pas la solution.
Les moteurs à bases thermiques et les moteurs électriques sont complémentaires.
- **Un réel devenir pour les moteurs thermiques.**

Nous pensons qu'il est possible d'utiliser des biocarburants alternatifs pour moteurs thermiques.

L'avenir n'est pas qu'aux moteurs à essence ou électriques, d'autres solutions sont possibles.

- **Rééquilibrer les volumes de fabrication à travers le monde.**
Les usines sont chargées à 140% dans le monde, lorsque sur l'hexagone, on peine à atteindre 70%.
- **Travailler au rajeunissement du parc.**
- **Orienter les aides publiques** dédiées aux entreprises vers la consommation par exemple dans l'automobile, baisse de la TVA pour l'acquisition d'un véhicule neuf, ce qui participerait au rajeunissement du parc. Les voitures de plus de 8 ans sont très polluantes et leurs utilisateurs, faute de pouvoir d'achat, ne peuvent en changer.
- **Baisser les marges brutes des constructeurs** et afin que le prix des véhicules réponde aux capacités financières de tout type de clientèle.
- **Valider le projet de loi des GM&S**, car il ne faut pas laisser les donneurs d'ordres décider seuls de l'avenir de la filière automobile alors même que ce sont eux qui ont provoqué la situation actuelle.
- Mettre en place un moratoire sur toutes les mesures de restructuration, délocalisations et licenciements.
- Conditionner **les aides aux entreprises (dont le chômage partiel)**, notamment au maintien de l'emploi et des salaires, et au gel des dividendes. Nous demandons l'instauration d'un droit de *veto* du CSE sur l'utilisation des aides publiques.

Ces pistes ne sont pas les seules qui pourraient participer au redressement de la filière et beaucoup d'autres doivent être réfléchies comme l'hydrogène....

La FTM-CGT se prononce pour l'organisation d'un débat national ou chaque acteur aurait un poids réel, pour une véritable filière automobile répondant aux besoins de la population. Vous l'aurez compris, la FTM est prête à cela. Et vous ?

Montreuil, le 6 novembre 2020